
ÉDITORIALGlissement de pouvoir

**CE QUE LES
MEMBRES EN
PENSENT**Une relève à l'hôtel
de ville ?Lettre ouverte d'un
cadre requêté

**L'ACTUALITÉ
MUNICIPALE**Commission de
développement de la
métropole
Avancez en arrière !

**LE SPPMM EN
ACTION**L'action est recentrée
autour d'objectifs plus
strictement syndicaux

DOSSIERQui sont les
professionnels membres
du SPPMM ?

Glissement de pouvoir

par Michel Vézina
président

Montréal est un bar ouvert auquel Québec se sert allègrement. Cela a commencé par des éléments d'actif, le Casino, le Centre de commerce mondial et l'Hippodrome. Puis, on s'est attaqué à des morceaux de pouvoir. La Ville a été exclue du débat sur l'emplacement de la Grande Bibliothèque. Elle s'est vu retirer la gestion des programmes d'employabilité dans la réforme de la sécurité du revenu. Et maintenant, avec le projet des CLD, c'est le développement économique qui est en jeu.

Cette menace touche toutes les municipalités du Québec, mais Montréal semble la seule à ne pas s'en apercevoir. Alors qu'en région, on assiste à une levée de boucliers, Pierre Bourque, lui, n'oppose aucune résistance. Pourtant, après la réforme, il ne restera plus grand-chose à la Ville en matière de développement économique. Le ministère de la Métropole définira les axes stratégiques, tandis que le CLD de Montréal harmonisera les plans locaux d'action. Après ce brassage de cartes, on ne sait pas trop ce qu'il restera à la Ville.

L'objectif de la réforme était louable : harmoniser les niveaux d'intervention et décentraliser les pouvoirs. Mais c'est tout le contraire qui se passera. Les villes perdront le contrôle du développement économique sur leur territoire, et c'est le provincial qui s'en chargera par l'intermédiaire des CLD. Ces derniers seront dirigés par des conseils d'administration constitués de « partenaires » cooptés par Québec. Tous les groupes d'intérêt y seront représentés, y compris les élus municipaux, mais personne ne sera majoritaire. Belle foire d'empoigne en perspective ! Cela est d'autant plus odieux que la moitié du financement proviendra des municipalités.

Cette façon de faire est une grave entorse à la démocratie. La plupart des personnes qui siègeront au conseil d'administration ne seront pas élues au suffrage universel même si elles géreront des sommes importantes provenant des fonds publics. De plus, le gouvernement pourra aisément les contrôler, puisqu'il les nommera et les destituera selon son gré. Et curieusement, les véritables acteurs du développement économique, à savoir les gens d'affaires, sont absents du projet, du moins à Montréal.

L'implantation des CLD soulève plusieurs questions, notamment celle du pouvoir des élus contre la participation des groupes d'intérêt qui composent notre société. La participation des

HUMEURS

COPEAUX CABANA

ou le journal d'un
sinistré montréalais

—————

NOUVELLES

EXPRESS

citoyens aux décisions qui les concernent est importante, mais est-il sain de confier à des non-élus une large part du développement économique régional et métropolitain ? Par rapport au rôle d'une ville-centre, le problème est encore plus aigu. Que restera-t-il aux élus montréalais s'ils sont écartés de la prise de décision dans les dossiers stratégiques ? La collecte des ordures ménagères et le ramassage de la neige !

Depuis l'élection de Pierre Bourque, il n'y a plus personne pour défendre les intérêts de la Ville. Tel un voleur de grands chemins, Québec s'empare des biens et des pouvoirs montréalais. Tout se passe en coulisse sans que le public ne soit informé. Étant donné l'incompétence de l'administration actuelle, on peut penser qu'elle n'a que ce qu'elle mérite. Malheureusement, si une équipe valable se fait élire aux prochaines élections, elle ne trouvera plus qu'une coquille vide à l'hôtel de ville.

Glissement de pouvoir

par Michel Vézina
président

Montréal est un bar ouvert auquel Québec se sert allègrement. Cela a commencé par des éléments d'actif, le Casino, le Centre de commerce mondial et l'Hippodrome. Puis, on s'est attaqué à des morceaux de pouvoir. La Ville a été exclue du débat sur l'emplacement de la Grande Bibliothèque. Elle s'est vu retirer la gestion des programmes d'employabilité dans la réforme de la sécurité du revenu. Et maintenant, avec le projet des CLD, c'est le développement économique qui est en jeu.

Cette menace touche toutes les municipalités du Québec, mais Montréal semble la seule à ne pas s'en apercevoir. Alors qu'en région, on assiste à une levée de boucliers, Pierre Bourque, lui, n'oppose aucune résistance. Pourtant, après la réforme, il ne restera plus grand-chose à la Ville en matière de développement économique. Le ministère de la Métropole définira les axes stratégiques, tandis que le CLD de Montréal harmonisera les plans locaux d'action. Après ce brassage de cartes, on ne sait pas trop ce qu'il restera à la Ville.


L'objectif de la réforme était louable : harmoniser les niveaux d'intervention et décentraliser les pouvoirs. Mais c'est tout le contraire qui se passera. Les villes perdront le contrôle du développement économique sur leur territoire, et c'est le provincial qui s'en chargera par l'intermédiaire des CLD. Ces derniers seront dirigés par des conseils d'administration constitués de « partenaires » cooptés par Québec. Tous les groupes d'intérêt y seront représentés, y compris les élus municipaux, mais personne ne sera majoritaire. Belle foire d'empoigne en perspective ! Cela est d'autant plus odieux que la moitié du financement proviendra des municipalités.

Cette façon de faire est une grave entorse à la démocratie. La plupart des personnes qui siégeront au conseil d'administration ne seront pas élues au suffrage universel même si elles géreront des sommes importantes provenant des fonds publics. De plus, le gouvernement pourra aisément les contrôler, puisqu'il les nommera et les destituera selon son gré. Et curieusement, les véritables acteurs du développement économique, à savoir les gens d'affaires, sont absents du projet, du moins à Montréal.

L'implantation des CLD soulève plusieurs questions, notamment celle du pouvoir des élus contre la participation des groupes d'intérêt qui composent notre société. La participation des citoyens aux décisions qui les concernent est importante, mais est-il sain de confier à des non-élus une large part du développement économique régional et métropolitain ? Par rapport au rôle d'une ville-centre, le

problème est encore plus aigu. Que restera-t-il aux élus montréalais s'ils sont écartés de la prise de décision dans les dossiers stratégiques ? La collecte des ordures ménagères et le ramassage de la neige !

Depuis l'élection de Pierre Bourque, il n'y a plus personne pour défendre les intérêts de la Ville. Tel un voleur de grands chemins, Québec s'empare des biens et des pouvoirs montréalais. Tout se passe en coulisse sans que le public ne soit informé. Étant donné l'incompétence de l'administration actuelle, on peut penser qu'elle n'a que ce qu'elle mérite. Malheureusement, si une équipe valable se fait élire aux prochaines élections, elle ne trouvera plus qu'une coquille vide à l'hôtel de ville.



Ce que
les membres
en pensent...

Une relève à l'hôtel de ville ?

*Propos recueillis par Jeanne Painchaud
Débat animé par Alain Côté*

À moins d'un an des élections municipales, une question -- fondamentale -- revient périodiquement au fil des semaines : pourquoi n'y a-t-il pas de relève à l'hôtel de Ville ? Profil a tenté d'en savoir plus long en discutant de la question avec des membres.

Quel leadership faudrait-il pour relancer Montréal ?

« Ça prendrait un regroupement public et transparent qui rechercherait des candidatures compétentes. Ce regroupement pourrait être constitué de gens d'affaires, de chômeurs, de bénéficiaires de la sécurité du revenu, etc. Et peut-être, à ce moment-là, pourra-t-on trouver les bonnes personnes pour gérer Montréal. »

« Je pense qu'on a les hommes politiques qu'on mérite. Je ne vois personne qui pourrait se présenter. Si le prochain maire ne vaut pas grand-chose, c'est un peu de la faute de tous. »

« Faisons un petit historique des maires montréalais depuis Drapeau. Même s'il ne serait sans doute plus l'homme de la situation, Drapeau était un représentant idéal pour Montréal. Il représentait les Montréalais, il était consulté par les politiciens provinciaux et fédéraux, il avait son mot à dire quand il était question de Montréal, etc. Par la suite, nous avons eu des maires plutôt rattachés à des partis politiques qu'à Montréal : Doré et le Parti québécois, Bourque dans le camp des fédéralistes. Le prochain maire devra se réclamer des Montréalais exclusivement et non pas du parti politique provincial. »

« Je crois que le seul espoir qu'on a, c'est de voir élire des gens inconnus qui ont du potentiel et qui pourront se réaliser lorsqu'ils seront élus. Les gens connus n'iront pas se casser la gueule. »

« Et je ne crois pas que la communauté des affaires peut relancer Montréal sans qu'il y ait un maire en place qui joue un rôle de catalyseur. Par exemple, New York a changé depuis quelques années d'abord grâce au maire qui a pu en chasser la mafia, etc. On revient toujours au maire : c'est le catalyseur. »

« Pour le commun des mortels, pourvu que les déchets et la neige soient ramassés à Montréal, c'est tout ce qui importe. Il n'y en a que quelques-uns, comme nous, qui s'émeuvent des problèmes récurrents de Montréal. Ce qu'il manque, c'est la communication entre Bourque et la population pour défendre la ville. Le problème, c'est une population qui ne perçoit pas sa ville comme une ville importante, une ville avec un certain poids politique. Personne ne veut être maire parce que les contraintes sont beaucoup plus grandes que les bénéfices, comme le salaire, etc. »



Le problème de la relève viendrait-il du fait que les Montréalais ne perçoivent pas leur ville comme une ville importante ?

« Les Montréalais ne s'identifient plus beaucoup à Montréal. Il n'y a pas de projets intéressants comme dans le passé : les projets actuels sont lourds, bureaucratiques et pas rassembleurs. Alors qu'une réussite expérimentée sur un territoire fait la force de ce territoire. »

« Je pense surtout que les politiciens ont des idées de grandeur qu'ils ne devraient pas avoir. Autrefois, le maire de Montréal n'avait pas le rôle qu'il a aujourd'hui : maintenant, l'Hôtel de ville de Montréal est vu comme un gouvernement. Montréal est rendu "plus que Montréal". »

« Moi, je crois qu'on a besoin de plus pour Montréal, parce que Montréal n'est pas l'équivalent de dix Longueuil. Montréal doit se préoccuper de bien d'autres choses que de la collecte des déchets et du déneigement parce que c'est une ville-centre, avec quatre universités, des infrastructures régionales, etc. Montréal a un effet multiplicateur. »

« Les hommes politiques cherchent le pouvoir. Le problème, c'est que le fédéral pellette au provincial, le provincial pellette au municipal... Il ne reste plus grand-chose au municipal. Si quelqu'un a un peu d'envergure, Montréal ne l'intéresse pas. Il faut se souvenir que même Gérard Divay a été nommé par Québec. »



Et le rôle de Québec dans tout ça ?

« Peut-être qu'on a du mal à trouver une relève politique à Montréal parce que Québec est en train de prendre tous les pouvoirs de Montréal. Avant Noël, les propos de Lucien Bouchard sur le ménage qui devrait être fait à Montréal ressemblait vraiment à une mise en tutelle. »

« C'est une question politique. Montréal n'a pas voté comme le reste du Québec au dernier référendum et, par conséquent, Montréal en paie maintenant le prix. »

« Il reste que Montréal est le moteur économique du Québec. Et ça, Québec devrait se le rappeler et ne pas tuer la poule aux oeufs d'or. »

« Je pense que Québec doit se casser la figure une fois pour toutes avec cette question de tutelle, ce qui permettrait peut-être à Montréal de s'en sortir. »

« Québec ne peut pas intervenir indéfiniment dans la gestion de Montréal. Une ville ne peut pas se gérer comme ça. Il faut se rappeler que le ministre Perreault (l'actuel ministre de la Métropole) a été élu par un maximum de 50 000 électeurs, tandis que le maire Bourque l'a été par un maximum de un million d'électeurs. Mais Bourque semble l'avoir oublié. »

« C'est le genre de rapport de force que Drapeau, à l'époque, savait faire valoir auprès de Québec et d'Ottawa. »

« Bourque ne s'est pas opposé au pelletage de Québec, alors que Montréal a des problèmes budgétaires. Bourque se laisse convaincre... ou alors, il a les mains liées par toute la question du Casino, de l'Hippodrome, etc. »

« Le prochain maire devra envisager d'autres aides que celle de Québec : l'aide de certaines villes, etc. Ce sera peut-être sa porte de sortie. »



Il y avait à Montréal 93 élus dans les années 1960, il y en a maintenant 51. Est-ce que la structure politique de la Ville serait le véritable problème ?

« Il y a de l'insatisfaction chez les élus depuis quelques années. Lorsque les élus ont des opinions divergentes de celles de leur parti, ils doivent quitter le parti, qui s'effrite par le fait même. »

« Peut-être que les élus ne devraient pas se grouper en parti politique. Ils devraient représenter leurs électeurs, tout simplement. La notion de parti politique à Montréal est d'ailleurs assez récente : avant le parti civique de Drapeau, il n'y en avait pas. »

« Je crois que maintenant, on essaie trop de politiser la chose, que ce soit au fédéral, au provincial ou au municipal. Personnellement, je me fous de quel parti me gouverne. Je veux en avoir pour mon argent et avoir de bons services. Trop souvent, les politiciens oublient le bien-être des citoyens, au profit de leur parti et de leur réélection. »

« Je pense qu'il y a trop d'élus à Montréal et que chacun n'a pas assez de pouvoir. À Toronto, Vancouver ou Los Angeles, un maximum de quinze conseillers municipaux sont élus qui occupent chacun des

tâches importantes et à plein temps, surtout. Pourquoi ce modèle ne conviendrait-il pas à Montréal ? »



En conclusion

« Je crois que le prochain leader devra miser sur les services de base (déneigement, déchets), la sécurité, etc. pour rétablir une certaine confiance auprès des Montréalais, ce qui lui permettra par la suite d'aller plus loin dans la gestion de Montréal. »

Lettre ouverte d'un cadre requêté

Le 3 février dernier, plusieurs d'entre nous ont eu leur premier contact officiel avec le Syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal.

Je tiens à remercier M. Michel Vézina, président de l'exécutif, et toute son équipe d'avoir pris le temps de bien nous informer sur notre situation particulière et d'avoir répondu honnêtement à toutes les questions posées.

Ma première impression de cette soirée est que votre équipe connaît ses dossiers à fond et que votre exécutif est très bien structuré.

Pour plusieurs d'entre nous qui sont (étaient) cadres depuis belle lurette, il nous faut maintenant faire le saut dans un autre statut.

Je suis convaincu que votre organisation a tout mis en œuvre pour rassurer les nouveaux venus et je vous en remercie.

Dans mon cas, n'ayez crainte, j'ai déjà sauté !!!

Noël Vinet, ing.

COMMISSION DE DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE

Avancez en arrière !

par Suzanne Turgeon
préposée à la planification, CUM

Le bébé était donc mort-né. Le plus curieux est que toute la famille régionale s'en réjouisse. Pourtant, au moment de la conception de la Commission de développement de la métropole, d'aucuns étaient d'avis que sa venue allait à tout le moins enrichir les mécanismes de concertation et d'action régionales. Sortirons-nous un jour de ce maelström où le naufrage nous guette ?



Tout comme son prédécesseur M^e Serge Ménard qui avait opté pour une commission non décisionnelle, monsieur Robert Perreault, ministre d'État à la Métropole, a fait preuve de manque de vision et de courage politique en cédant aux pressions des élus locaux et en reportant aux calendes grecques la création de la Commission de développement de la métropole. Le projet de fusion des sociétés de transport en commun, malgré tous les mérites qu'il pourrait avoir, et la preuve reste encore à faire, n'est certes pas le projet rassembleur et catalyseur qu'il faut à la grande région de Montréal pour prendre son essor. Entre le rapport Pichette et aujourd'hui, nous n'aurons donc réussi qu'à avancer en arrière.

Il semble que le modèle québécois de gestion publique, axé sur la concertation entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux, par opposition par exemple au modèle ontarien unilatéralement interventionniste, fasse à nouveau la preuve de son incapacité à régler des problèmes complexes. Il faut en effet admettre que les causes inhérentes aux problèmes de développement (ou de stagnation, selon le point de vue que l'on adopte) de la métropole sont nombreuses, interreliées, et nécessitent des interventions, probablement douloureuses, sur plusieurs fronts simultanément. La pléthore de maires, petits et grands, qui font entendre leurs voix dans la cacophonie régionale n'a finalement réussi qu'à mettre de l'avant les intérêts locaux de chacun, au détriment de l'intérêt collectif. C'est là un bel exemple où le tout aurait été plus

grand que la somme de ses parties.

Ce que ne semblent toutefois pas avoir compris les édiles municipaux qui se sont réjouis de la décision du ministre Perreault, c'est que la quasi-absence de forum de concertation à l'échelle régionale, où seule subsiste une Table des préfets et maires dysfonctionnelle, ouvre la porte toute grande à l'ingérence de Québec dans les affaires locales. Comme le faisait remarquer M^{me} Nycol Pageau-Goyette, dans une récente allocution devant l'Institut d'administration publique du Grand Montréal, les décisions de la « Grande-Allée » dans les affaires locales sont déjà nombreuses : emplacement de la Grande bibliothèque, plan d'agrandissement du Palais des congrès, prolongement du métro à Laval, etc. Sans mentionner les interventions de Québec dans la gestion à l'hôtel de Ville de Montréal.

Le ch ur d'approbation qui s'est fait entendre, à l'annonce du ministre Perreault de surseoir à la création de la Commission de développement de la métropole, nous éloigne encore davantage de la véritable coalition des maires de la région, des milieux d'affaires et des groupes communautaires que M^{me} Pageau-Goyette juge nécessaire. On peut donc s'attendre à ce que le cadre d'aménagement métropolitain, le plan intégré de transport des personnes et des marchandises, ainsi que les orientations et l'ordre de priorité des actions stratégiques en matière de développement économique, que la commission avait pour mission d'élaborer, soient dorénavant unilatéralement édictés par Québec.

Le ministère des Affaires municipales s'est déjà engagé dans cette voie en réclamant des MRC périphériques de la région que leurs projets de schémas d'aménagement révisés intègrent une vision de développement davantage métropolitaine que ne le font les projets déposés jusqu'ici. En l'absence d'un cadre métropolitain de développement connu et partagé par tous, comment les MRC pourront-elles se conformer aux exigences de Québec ? La solution la plus plausible est que le ministère des Affaires municipales décrètera unilatéralement le contenu du cadre métropolitain d'aménagement et l'imposera à toutes les MRC, y compris celles du centre de l'agglomération, dont la Communauté urbaine de Montréal.

Bilan de 1997

L'action est recentrée autour d'objectifs plus strictement syndicaux

par Michel Vézina
président

L'année a débuté dans la foulée du sommet économique du gouvernement Bouchard avec l'annonce d'importantes coupes dans la fonction publique provinciale. Il s'ensuivit un délestage de responsabilités dans les municipalités. Tout au long de l'année, une partie de bras de fer s'est jouée entre le gouvernement Bouchard et les municipalités quant au montant de la facture et aux moyens de faire face à leurs nouvelles responsabilités. Les villes réclamaient une loi spéciale pour aller chercher le gros de la facture dans la poche de leurs employés.

À Montréal, nous avons vécu dans un flou politique généralisé. Minoritaire au conseil, le maire a perdu tout pouvoir et toute crédibilité, tandis que Vision Montréal éclatait de toute part, que l'opposition se désarticulait et que la mainmise de Québec

Priorité à la gestion et à la négociation des conventions collectives

Cette réorientation s'est faite de façon formelle et approfondie par la mise à jour de notre plan stratégique. Avec l'aide de la firme DBSF, spécialisée en animation et en gestion des processus collectifs, nous avons évalué le travail accompli au cours des trois dernières années, mesuré nos forces et nos faiblesses et analysé les changements survenus dans notre environnement. Cette réflexion a donné lieu à l'établissement d'un

sur la gestion de la Ville s'accroissait. Plus que jamais, la Ville a été gérée à la petite semaine. Et dans ce contexte, tout indiquait que les projets de privatisation des services municipaux, ou tout autre projet d'envergure, ne seraient pas concrétisés.

Ces changements importants dans les environnements politiques ont entraîné un déplacement des enjeux syndicaux auquel nous avons dû nous ajuster. Alors qu'en 1996 les principales batailles avaient été menées sur le front politique, en 1997 nous avons progressivement recentré notre action autour d'objectifs plus strictement syndicaux.

nouvel ordre de priorité dans nos objectifs et nos moyens d'action.

La gestion et la négociation des conventions collectives ont été mises au premier plan avec pour objectif de maintenir et, dans la mesure du possible, d'améliorer nos conditions de travail. Ainsi, les négociations sur la récupération de 1 % de notre masse salariale ont donné lieu à de nombreux pourparlers tant avec nos membres qu'avec la partie patronale.

Au cours d'une assemblée générale spéciale, il a été voté que la récupération devait se faire en temps ou en argent ou par une combinaison des deux. Nous avons demandé un peu plus de 1 % puisque nous sommes les seuls à avoir signé une lettre d'entente stipulant l'intégration du 1 % aux salaires et aux échelles si la loi 102 était abrogée. L'affaire est actuellement en arbitrage.

Mentionnons que l'arrivée de nouveaux intervenants aux relations de travail à la Ville a modifié l'approche que nous avons dans le règlement des problèmes de gestion ou d'interprétation de la convention collective. Alors que dans le passé, les différends se réglaient par la discussion, cette année, plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de griefs, d'arbitrage ou d'auditions devant le commissaire du travail. Il va sans dire que ce

Nous avons tout de même mené quelques dossiers d'affaires publiques, dont le plus important a été celui de la Sécurité du revenu. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les syndicats touchés et les médias. Un article de fond a été publié dans La Presse pour défendre l'expertise de la Ville et de ses employés en matière de sécurité du revenu. De plus, nous avons déposé un mémoire à la Commission

La réduction de 6 % des coûts de main-d'œuvre dans les municipalités nous a grandement mobilisés. De nombreuses activités de réflexion, de consultation et d'information ont été organisées relativement à cette attaque sans précédent de nos conditions économiques. À la fin de l'année, un comité a été mis sur pied pour étudier diverses pistes répondant à la demande gouvernementale. Les surplus d'exploitation de la caisse de retraite, l'attrition et les programmes de départs volontaires ont été les avenues privilégiées par le syndicat.

Nous avons déposé à la partie patronale de la Ville un projet de convention collective pour les trois prochaines années. Fruit des travaux du comité de négociation et des consultations menées auprès de tous nos membres, ce projet a été entériné successivement par les instances syndicales. Il porte principalement sur le renforcement de la notion de permanence et sur l'amélioration de la

changement de culture réduit la possibilité d'établir une relation harmonieuse entre les parties, sans compter qu'il occasionne des frais juridiques supplémentaires.

Parallèlement à ces dossiers, nous avons mené une importante activité de développement de notre effectif et de défense de notre juridiction syndicale. À la Ville, les requêtes en vertu de l'article 39 du Code du travail se sont soldées par l'intégration de 32 cadres à notre unité syndicale, et le cas des cadres de la CUM devrait se régler sous peu.

Par ailleurs, un jugement a été rendu en notre faveur par rapport aux analystes en informatique. Mais la cause se poursuit, car les cols blancs en ont appelé de la décision. Deux autres secteurs ont fait l'objet de requêtes en 39, il s'agit de la plupart des fonctions couvertes par l'annexe K, c'est-à-dire les emplois requérant un bac ainsi que les postes de préposé à la planification couverts par

parlementaire sur la création des sociétés d'économie mixte et à la Commission de développement de la métropole. Et nous avons participé à un débat sur la gestion privée de l'eau potable et des eaux usées organisé par l'université Concordia.

Nous sommes conscients qu'informer et consulter nos membres revêt une importance cruciale pour les mobiliser et développer un sentiment d'appartenance. C'est pourquoi nous avons accentué nos communications internes. Nous avons tenu quatre assemblées générales, publié de l'information régulièrement sur tous les dossiers d'importance et fait un effort de vulgarisation pour rendre accessibles les données techniques souvent indigestes. Enfin, la mise en service de notre site Web nous a donné un nouvel outil de communication.

L'augmentation de notre effectif rend nécessaire un plus grand partage des compétences et des responsabilités syndicales. Nous devons

pratique professionnelle. Nos demandes à caractère monétaire sont des plus modestes.

Les quelques rencontres pour le renouvellement de la convention collective des professionnels de la CUM n'ont donné aucun résultat, mais on peut s'attendre à ce que les discussions reprennent à l'occasion des négociations sur le 6 % et que les deux objets soient réglés en même temps.

le Syndicat des architectes. C'est à suivre. Enfin, la fusion du Syndicat des chimistes de la Ville avec le nôtre a été réalisée en quelques mois avec succès.

Une présence moins marquée sur la scène publique

Notre présence sur la scène publique a été beaucoup plus discrète. La dénonciation soutenue que nous avons faite, en 1996, des projets qui menacent la qualité des services municipaux et nos emplois a porté fruit puisque ceux-ci ont tous été mis en veilleuse. Surveillée de près par Québec, la Ville semble en suspens jusqu'aux prochaines élections.

valoriser et accroître le rôle des représentants de section. À cet effet, nous avons préparé un plan de formation qui leur sera donné au cours des prochains mois.

Actuellement, l'expertise syndicale est concentrée entre les mains de quelques individus, et l'absence d'une relève suffisante et bien formée peut devenir un handicap.

Encore cette année, la participation de nos membres aux diverses activités syndicales a été bonne. Plusieurs ont collaboré aux comités de négociation et d'étude sur le 6 %, les réunions de section sur le projet de convention collective ont été riches en débats, et tous les postes de l'exécutif et du bureau de direction ont été comblés. L'assistance aux assemblées générale a aussi été excellente, signe d'une saine démocratie. Ce cap doit être maintenu, voire même renforcé.

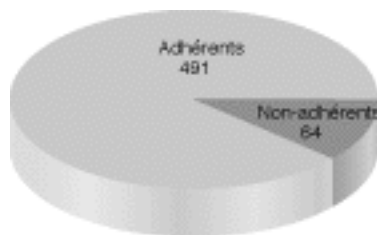
Qui sont les professionnels membres du SPPMM ?

PORTRAIT DE FAMILLE

par Alain Ruel et Carole Paquin

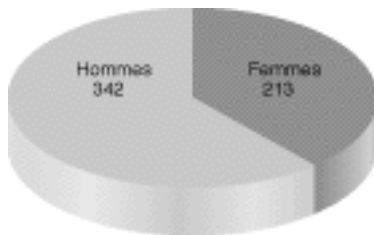
registraire et conseillère en communication

Nous voulions savoir qui sont les professionnels membres de notre syndicat, quelle est la proportion d'hommes et de femmes, quelles sont les fonctions qu'ils occupent et quelle est leur ancienneté. Notre registraire a colligé pour nous d'intéressantes statistiques qui nous donnent une bonne idée de notre profil. Le SPPMM compte maintenant 555 membres. Avec l'intégration des 32 cadres et des chimistes, la famille s'est encore un peu agrandie, cette année.



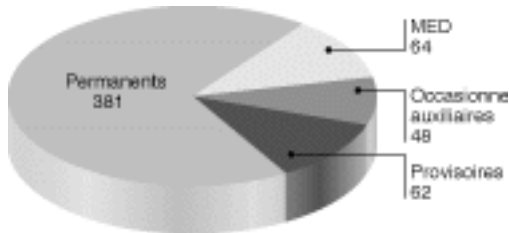
Nombre de membres

Sur un total de 555 membres, 491 ont signé leur carte de membre. Ceux qui ne l'ont pas fait sont, pour la plupart, de nouveaux cotisants ou des professionnels dont le poste est provisoire. Tous les cotisants sont couverts par la convention collective, mais seuls ceux qui possèdent leur carte de membre ont droit de vote aux assemblées générales.



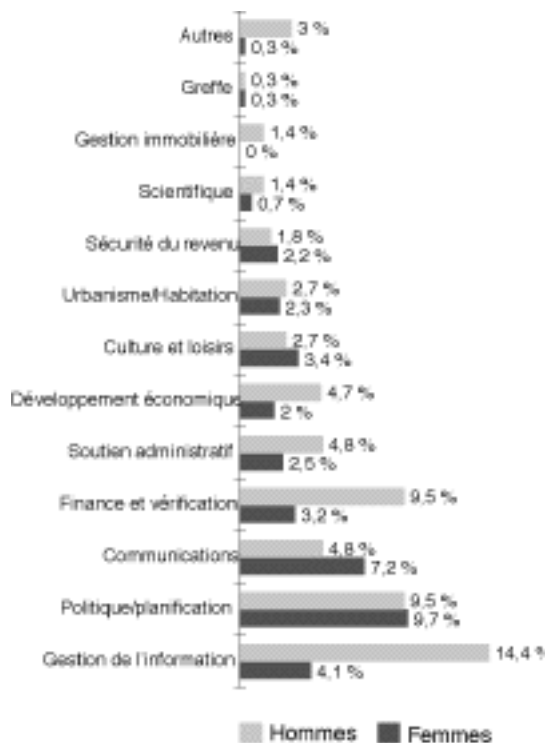
Répartition selon le sexe

Les femmes constituent 38 % de notre effectif. Leur présence dans notre syndicat a connu un léger recul de 1,8 % par rapport à l'an dernier. Cela s'explique par le fait que les cadres qui ont été intégrés récemment sont presque tous des hommes.



Répartition selon le statut

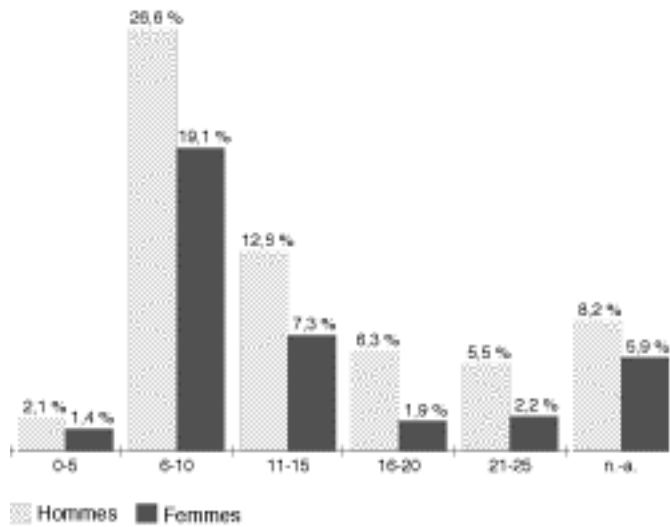
Près du tiers de nos professionnels ont un statut précaire, et parmi eux plusieurs occupent des postes qui devraient être permanents. Cette situation a tendance à s'accroître depuis quelques années. Nous voulons la renverser dans la prochaine convention collective.



Répartition des professionnels selon le sexe et le secteur d'activité

On observe une très forte concentration masculine dans les domaines de la finance, de l'administration, de l'économie, de l'informatique et des sciences. Dans les autres secteurs d'activité, le nombre d'homme et de femmes tend vers l'égalité, sauf en communication où on trouve 60 % de plus de femmes.

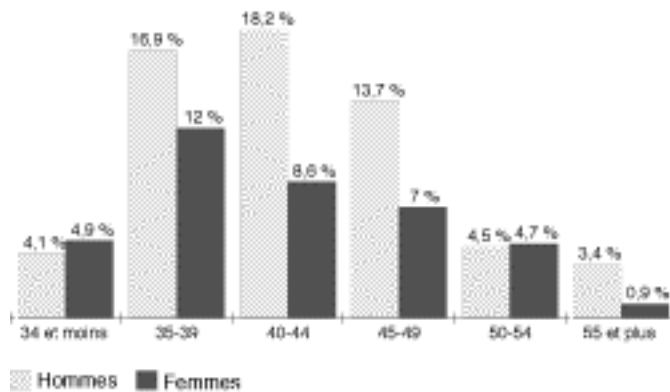
Répartition des professionnels selon le sexe et l'ancienneté



Une majorité de professionnels, soit un peu plus de 65 %, ont entre cinq et 15 ans d'ancienneté. La proportion des nouveaux est faible, soit 3,5 %, tout comme celle des plus anciens, soit 7,7 %. Il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes. La présence moins

importante des femmes est simplement le reflet de leur proportion dans l'ensemble de l'effectif.

Répartition des professionnels selon le sexe et l'âge



Comme on peut s'y attendre, l'âge des professionnels suit sensiblement la même courbe que celle de l'ancienneté. Plus de la moitié des membres ont entre 35 et 44 ans. Les jeunes sont peu nombreux, mais on observe une légère discrimination positive à l'endroit des femmes chez les moins de 34 ans.



**Membre du Conseil québécois
des professionnels, professionnelles
et cadres (CQPC)**

Collaborateurs

Alain Côté
Marielle Delorme
Louis-Alain Ferron
Laurent Lavigne
Jeanne Painchaud
Carole Paquin
Alain Ruel
Martine Primeau
Suzanne Turgeon
Michel Vézina

Secrétariat

Hélène Gauthier

Direction artistique

Guylaine Bérubé Design

Imprimé par MP Photo

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Permanence syndicale

Siège social :

507, Place d'Armes
bureau 305
Montréal (Québec) H2Y 2W8
Téléphone : 845-9646
Télécopieur : 842-5281
Adresse électronique: sppmm@sppmm.org

Exécutif

Président

Michel Vézina 845-9646

Secrétaire

Lise Langlais

Trésorier

Robert Melanson

Vice-président CUM

Louis-Alain Ferron

Vice-président Ville

Laurent Lavigne

Vice-président Relations de travail

Philippe Briand

Vice-présidente Organisation

Alain Côté

Comités

Caisse de retraite

Robert Clairoux

Développement professionnel

Hugues Chantal

Environnement et Sécurité

Réjean Gauthier

Avantages et Assurances

Nicole Brien

Communication

Carole Paquin (consultante) 527-2411

Registrariat

Alain Ruel



COPEAUX CABANA

ou le journal d'un sinistré montréalais

Louis-Alain Ferron
vice-président cum

Lundi, 5 janvier

La Ville doit ramasser les arbres de Noël le 7 janvier, alors, de peine et de misère, je sors le mien pour sa métamorphose en copeaux.

Mardi, 6 janvier

Pas d'électricité. Coup de téléphone : pas d'école. Coup d' il dehors : whoâ ! La Ville va en avoir pour longtemps à ramasser des arbres de Noël : la rue est pleine, et certains voisins ont même laissé les fils après. Je sors dehors : avalanche de glace et de branches... je comprends.

Mercredi, 7 janvier

Jamais été aussi content d'arriver au bureau et de prendre un café. Je m'exile chez ma mère et j'« allume » la télé. Qui a engagé M^{me} Lalumière aux communications d'Hydro-Québec ? Mr. Bean séjourne-t-il à Montréal ? Pourquoi le maire Bourque rentre-t-il à Montréal ? Pour augmenter la tension ?

Verglas, jour X

Le show médiatique démarre pour de bon. Lucien Bouchard et M. Col Roulé prennent le contrôle des ondes pendant que la Sécurité civile, à Québec, cherche encore Montréal et la Montérégie sur la carte de la province. Les pylônes écrasés apparaissent aussi spectaculaires qu'inefficaces. Hydro devrait les faire signer par Armand Vaillancourt et les vendre au Musée d'art contemporain pour financer la reconstruction.

Le gouvernement du Québec annonce qu'il va rembourser les dépenses pour les mesures d'urgence des municipalités. Si les municipalités agissent comme le contribuable moyen, elles vont gonfler le montant de leurs réclamations, et nous allons peut-être éviter la coupure de 6 % de notre rémunération.

Verglas, jour X+2

À ce jour, j'ai pas vu beaucoup de monde en bermudas dans « le triangle des Bermudes ». Si Hydro nous parlait plutôt du Web de Saint-Césaire, nous aurions peut-être l'air plus branché, non ?

André Caillé semble tellement calme et serein que je me demande s'il a démissionné de Gaz Métro avant d'accepter la présidence d'Hydro. Lui et M. Flanagan paraissent étrangement détendus.

Penser à acheter des actions de Gaz Métro.

Les Québécois appliquent si bien le système « D » qu'il n'y a plus une seule pile de ce type dans la métroplug. Dire qu'Hugues Chantal a offert 5 \$ de plus que moi pour la trousse d'urgence à l'encan de Noël du syndicat.

Pendant que des milliers de citoyens, de bénévoles, de travailleurs et de compagnies effectuent un travail colossal pour venir en aide aux sinistrés, quelques commerçants, petits escrocs et pignoufs profitent du malheur des autres pour faire une piastre « au noir ». Certains mériteraient d'être immolés au liquide à fondue. Les bûchers de l'Inquisition devaient aussi servir à réchauffer le bon peuple.



À 250 \$ la corde de bois, je pense à acheter un chalet en bois rond et à le débiter à la scie mécanique pour le revendre à la corde. Étonnant que personne ne se soit chauffé avec la Cabane Magique du parc Lahaie. Et si j'introduisais des anguilles électriques dans le chauffe-eau ? À moins que j'installe une dynamo sur ma bicyclette stationnaire pour démarrer la fournaise ?

La moitié de la province est aussi gelée que Walt Disney, mais le Casino invite les gens à y brûler leur fric.

Verglas, jour X+Y

Une île, un fil. Nous sommes au beau milieu du fleuve, sous 50 mm de glace, et nous risquons de manquer d'eau : surréaliste. Je débouche ma bouteille de *Bourqu'ogne* à ligoter. Il faut faire bouillir l'eau, et RDI présente mon collègue Daniel Hodder faisant du bénévolat au CLSC de Verdun. C'est vraiment pas le temps d'être malade.

J'éteins la télé et la radio, car la prochaine fois que j'entends « plan de match », « solidarité », « à pied d'uvre » ou « mis sur la glace », c'est moi qui disjoncte. J'ai hâte d'être rebranché, mais non merci pour les électrochocs. Parlant de Solidarité, Lech Walesa, le maître-électricien, pourrait pas venir nous aider ? Le gouvernement pourrait-il importer d'urgence de Russie la politique de la « glace not » ?

J'entreprends une trentième partie de Scrabble avec ma mère, et mes nerfs frisent le 735 kV. Je veux bien lui dire que je vais à la toilette quand je me lève de la table, mais est-elle obligée de me demander à quelle heure je reviens ?

Verglas, jour X+Y = 20 points X (mot compte double) = 40 points

Pendant que le maire nous chante « Tout va très bien madame la banquise », un médecin de la Montérégie nous informe qu'un des premiers symptômes de l'hypothermie à se manifester est une altération du jugement. J'en connais plusieurs...

L'armée, la Connecticut Light & Power, la Tree Preservation Company et des camions arborant le drapeau américain amorcent la « libération » de mon quartier, un avant-goût de la partition. Écrire à la Commission de toponymie de la Ville de Montréal pour faire changer le générique « avenue » pour « boulevard » pour tout NDG, compte tenu que le terre-plein central en glace correspond à l'espace libre sous une auto standard. Que diable allaient-ils faire dans cette glacière ?

Pierre Légaré doit se demander si c'est normal d'avoir de la glace dans sa Black Ice.

Verglas, jour X+Y+Z

Le maire Bourque parle du pire séisme (sic) de l'histoire de Montréal. Décidément, il n'est pas complètement revenu de Chine : c'est là-bas les tremblements de terre, ici on tremble de froid.

Pendant qu'un tireur d'élite du SPCUM déglace l'antenne de la Tour de la Bourse de trois ou quatre balles tirées d'un hélicoptère, des bataillons de travailleurs déglacent le Vieux-Montréal et le centre-ville. Un petit spectacle d'Assurancetourix ou de Laurent Lavigne, sur le parvis de l'église Notre-Dame n'aurait-il pas produit le même résultat plus rapidement, tout en dynamitant dans un projet destructurant les forces de la glace vive de Montréal ?

Neige, jour 1

Deux heures pour le retour à la maison à écouter la radio parler du Zippergate ou du Waterbraguette. Monica avait-elle postulé pour un stage d'immersion ? Penser à écrire à la Commission de toponymie de Washington, D.C., pour lui suggérer de changer le « o » pour un « a » dans le spécifique de « salon oval » de la Maison-Blanche.

Neige 2, verglas 14

Notre bon maire se fait prendre le portrait avec les scouts ramassant les petites branches précoupées en temps supplémentaire. Michel Prescott émet des commentaires, que nous ne pouvons reproduire de crainte d'être poursuivis. Décidément, Montréal devient la capitale internationale du copeau, et notre maire sent de plus en plus le fagot.¹

Molson dans un geste d'une humanité et d'une générosité incommensurables se paie une pleine page de La Presse pour nous informer que la brasserie va nous échanger toutes nos caisses de Molson ayant souffert du froid. Quelle symbiose avec notre « contexte culturel » ! La juge Dubreuil doit être émue.

Neige, jour 3

Mon charmant proprio a tellement fait preuve de débrouillardise en me refusant d'utiliser une génératrice et en attendant que les calorifères fendent pour vidanger l'eau du système de chauffage que je songe désormais à devenir propriétaire. Une cabane en Canada ? Pourquoi pas dans le Sud ?

¹ Sentir le fagot : être suspect d'hérésie (les hérétiques étant autrefois condamnés au bûcher), Le Petit Robert, 1981, p. 750.

NOUVELLES *express*

Adieu chère Nicole

Notre collègue Nicole Rodrigue est décédée le 31 décembre dernier. Conseillère en communication au Service de l'urbanisme, Nicole était une camarade de travail appréciée de tous pour sa douceur et son intelligence. Nous la regrettons profondément.

Nous nous sommes surpassés

Nous avons amassé 1 700 \$ au cours de l'encan au profit des magasins Partage qui a suivi notre souper de Noël du 15 décembre. Notre collecte a presque doublé par rapport à celle de l'année dernière. Merci à tous les donateurs et acheteurs pour leur générosité.

Las Verglas

À la suggestion de notre collègue Denis Périard du Service des immeubles, le syndicat a fait lui aussi sa part pour les sinistrés du verglas. Grâce à son aide, nous avons acheté et livré des chandelles, du combustible à fondue, des piles et des mèches de lampes à l'huile aux citoyens d'Otterburn Park sur la Rive-Sud.

Sur le Net

Plus de 350 professionnels ont maintenant une adresse électronique. Nous demanderons bientôt à ceux qui ne sont pas encore branchés de se jumeler avec un collègue pour que nous puissions communiquer rapidement avec tous.

Le 24 mars à l'agenda

L'assemblée générale statutaire du syndicat aura lieu le 24 mars à 17 h au centre Saint-Pierre, 1212, rue Panet, salle 200. À l'ordre du jour, élections des officiers syndicaux dont le mandat est arrivé à échéance ainsi que le bilan de 1997 et le plan d'action de 1998. Nous vous attendons en grand nombre.

Des conférences-midi passionnantes

Nos prochaines conférences-midi promettent d'être fort intéressantes. La première sera donnée le 26 mars par le professeur Thierry Pauchant, directeur de l'ouvrage collectif *La quête du sens*. M. Pauchant, et ses collaborateurs, propose un regard neuf sur les organisations et la vie au travail. Son approche, à la fois philosophique et pratique, redonne à l'individu toute son importance.

Notre deuxième invité nous parlera des tendances lourdes dans la société québécoise et de leurs incidences sur les attentes des citoyens par rapport aux services publics. La conférence sera prononcée par Jean-Yves Samson, vice-président de la firme de sondage Léger & Léger, le 12 mai prochain.

Les conférences se tiennent comme d'habitude à l'heure du lunch à l'auditorium du pavillon La Fontaine, au 1311, rue Sherbrooke Est. Surveillez nos publicités et venez en grand nombre. La participation à ces conférences est considérée comme du temps de perfectionnement.

Un nouveau représentant au Service de la culture

Denis Racine, agent de développement culturel, a été nommé représentant de la section du Service de la culture. Nous remercions Nicole Maisonneuve qui a occupé ce poste au cours des dernières années ainsi qu'Hélène Thibodeau qui a assuré l'intérim.